

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
8, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 8 fr. —

Finis Austriae !

A plusieurs reprises, nous avons affirmé ici-même que la solution du problème austro-hongrois ne se trouvait plus entre les mains des dirigeants de la Monarchie dualiste et que le sort de celle-ci ne dépendait plus ni de son souverain, ni de sa dynastie, mais uniquement des peuples qui la composent : de leur attitude, de leurs efforts et de leurs sacrifices. C'est la situation de ce pays dans son ensemble que nous avons en vue en déclarant autrefois que nulle combinaison politique ne pourrait plus sauver la Monarchie dualiste de sa ruine certaine.

Notre point de vue, qui paraissait alors un peu risqué, se trouve à présent confirmé d'une manière éclatante par la réponse du président Wilson à la dernière note autrichienne. Cette réponse reconnaissant aux peuples de l'Autriche-Hongrie le droit de disposer librement de leur sort, décidera en même temps du sort de ces peuples et de celui de la Monarchie danubienne à laquelle le président Wilson vient de porter ainsi le dernier coup — le coup de grâce américain !

Provoqué par la note autrichienne, le président Wilson vient de donner une explication franche et précise sur sa conduite et sur la position prise par les Etats-Unis vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie.

Président d'un gouvernement démocratique, il refuse de négocier avec un gouvernement auquel la majorité des peuples vient de retirer le mandat de gouverner le pays et de parler en son nom. Sa dernière réponse, si hardie qu'elle puisse paraître au prime abord, n'est d'ailleurs que la suite logique de la situation créée par les événements qui se sont déroulés ces derniers jours.

Ces dernières semaines, la Monarchie vivait dans un état de révolution. La dernière séance du Reichstag autrichien, où l'on entendit les discours vibrants des députés slaves, rappelait le fameux serment du Jeu de Paume. Les paroles de Stanek, de Korohec et Daszinski ont eu le même accent révolutionnaire et le même effet sur le peuple. Après de telles manifestations de volonté, de vivre libre ou de mourir, après de nombreux exploits des armées tchéco-slovaques et yougoslaves sur les champs de bataille, quelle pouvait être l'attitude du président des Etats-Unis, sinon de consacrer ces faits en leur donnant une sanction juridique et internationale ?

M. Wilson rappelle au gouvernement austro-hongrois que certains événements de la plus haute importance, survenus depuis son message du 8 janvier, ont nécessairement modifié son attitude et la responsabilité des Etats-Unis.

Le gouvernement américain ayant déclaré que les Yougoslaves ont droit à la liberté, ayant reconnu les Tchéco-Slovaques pour des belligérants et leur Conseil National comme gouvernement de la nation tchéco-slovaque, M. Wilson estime maintenant, avec raison, qu'il n'est plus libre d'accepter simplement l'autonomie de ces peuples comme une base de la paix. « C'est aux peuples eux-mêmes de juger quelle mesure le gouvernement austro-hongrois doit prendre pour satisfaire leurs aspirations ».

C'est une vérité bien connue que l'Autriche ne sut jamais évoluer avec le temps, ni faire des concessions qu'exigeait le développement de la vie de ses peuples. D'autre part, même en faisant parfois des concessions sous la pression des circonstances, elle ne fut jamais de bonne foi, puisque elle ne les donna qu'avec l'arrière-pensée de les retirer ensuite.

Tout le passé de la Monarchie, depuis Joseph II jusqu'à nos jours, est là pour le prouver. On n'a qu'à se rappeler les nombreux rescrits donnés, puis retirés ; les engagements violés et les promesses non tenues, car les rois apostoliques ne reculaient devant rien lorsque « le salut » de la Monarchie l'exigeait. Nous publierons prochainement le rescrit impérial de 1849, reconnaissant l'autonomie au Duché Serbe en Hongrie, dont il ne reste plus trace de nos jours. Ainsi verra-t-on que la théorie du chiffon de papier a été pratiquée par l'Autriche bien avant l'Allemagne.

L'Autriche expire aujourd'hui, accablée par le poids de ses propres fautes, lourdes et innombrables. Le dernier Habsbourg ne régnera plus que sur un territoire à peine plus grand de celui qui fut le fief des premiers Habsbourg. Des onze nationalités qui se trouvent en Autriche, il ne s'en trouvera pas une seule pour pleurer le sort de la Monarchie.

Les peuples de l'Autriche-Hongrie se dépêchent aujourd'hui, l'un après l'autre, de s'émanciper de la « mère-patrie » avant que celle-ci ait rendu le dernier soupir ! Le vieux François Joseph a eu le bon sens de quitter ce monde à temps. Derrière son cercueil marchaient encore les représentants des diverses nationalités, espérant enterrer avec lui le mauvais sort de leurs peuples. Derrière le cercueil de l'Autriche-Hongrie, que l'on va enterrer demain, ne se trouvera personne hormis quelques magnats et archiducs, qui viendront pleurer celle dont la mort fera disparaître leurs privilèges et leurs titres. M.-D. MARINOVITCH.

A la Serbie !

— Un hommage suisse —

Nous voulons aujourd'hui saluer surtout ce grand fait qui remplit toute l'Europe libérale de joie : le retour des armées serbes dans leur patrie. La défaite bulgare et la victoire serbe n'ont pas seulement une importance militaire et politique, elles ont une portée morale considérable. Elles soulagent la conscience du monde d'un poids très lourd et sont un gage qui accroît sa foi dans la justice et dans le triomphe final du bien.

Lorsque le 28 juillet 1914, sous un prétexte, l'arrogante et puissante Autriche, flanquée de l'Allemagne, déclara la guerre à ce petit peuple d'agriculteurs qui ne voulait pas se courber sous la cravache, nous, citoyens d'un petit pays, qui met son indépendance au-dessus de tous les autres biens, nous nous sommes, n'est-ce pas, sentis solidaires et plus intimement unis à lui. Ses inoubliables victoires de 1914 ont fait retentir dans nos mémoires les plus beaux noms de notre histoire. Et nous avons souffert, avec lui, lors de cette retraite fabuleuse, et héroïque de tout un peuple en détresse, pendant l'hiver, à travers les montagnes et les ravins de l'Albanie, qui restera un des moments les plus tragiques de cette guerre. Mais, pour une nation que nul malheur ne réussit jamais à abattre, de telles épreuves deviennent un titre de gloire.

Car il faut rendre cette justice aux Serbes, que, traqués, décimés, captifs, exilés, sans nouvelles les uns des autres et souvent sans ressources, ils n'ont jamais désespéré de cette patrie dont le signe visible leur avait été arraché, mais dont l'image éternelle restait vivante dans le cœur de chacun d'eux. Et ils ont su résister aux embûches et aux tentations que ne cessaient de leur tendre leurs ennemis : cela aussi peut être considéré comme une victoire.

Et demain, des soldats serbes occuperont Sofia. Les Bulgares méritent leur sort. Peut-être ce peuple, dont la naissance à l'indépendance et les premières gloires avaient réjoui notre jeunesse, est-il victime plus encore de la fourberie de son roi que de ses propres déficits. Le roi de Serbie, roi démocrate d'un peuple démocratique, est un enfant du pays serbe, Ferdinand de Bulgarie est un de ces souverains d'importation allemande comme l'Europe en a trop acceptés, et comme l'Allemagne en préparait hier encore tout un lot : pour l'Esthonie, pour la Pologne, pour la Finlande... L'exemple de la Grèce et celui de la Bulgarie sont là qui montrent ce que valent pour leurs peuples de tels souverains. Puissent les vaillantes légions serbes, appuyées de leurs alliés, bouter définitivement l'ennemi hors de leurs frontières. Et saluons par avance cette Grande Serbie de demain, qui saura, nous en avons le ferme espoir, être digne de son glorieux passé. Louis DEBARGE.

Les funérailles de la Monarchie des Habsbourg

L'Autriche-Hongrie est morte. C'est ce que les journaux germano-allemands viennent de proclamer avec une amertume à peine cachée. La façon banale dont l'Europe se débarrasse d'une Monarchie « vénérable » a cependant profondément affligé la « Neue Freie Presse », l'organe attiré de la défunte, qui se plaint amèrement de ce qu'on ne lui a pas accordé des funérailles nationales. Cette Autriche, écrit la « Neue Freie Presse » du 17 octobre, que tout le monde abandonne aujourd'hui, n'a pas été si méchante pour ses peuples, et elle n'a pas mérité d'être enterrée d'une façon aussi simple et aussi inamicale. Et le journal viennois nous raconte comment l'empereur Franz avait rencontré un jour, en se promenant, un corbillard qui n'était suivi de personne, et comment il est allé accompagner le mort jusqu'à son lieu de repos. « L'Autriche laisse, elle aussi, très peu d'affligés, et il n'y a personne pour lui rendre les derniers honneurs. »

En effet, la mort si longtemps attendue de la Monarchie dualiste n'a provoqué nulle part une émotion quelconque. Les causes en sont nombreuses et la « Neue Freie Presse » les connaît très bien. Il n'est donc nullement étonnant que même sans aucune déclaration particulière des

intéressés on s'abstient de rendre les honneurs habituels. Si les temps n'étaient pas trop sérieux nous pourrions proposer un Ersatz-deuil qui est pratiqué chez certains peuples primitifs. Dans le cas où le défunt ne laisse pas de parents ou d'amis derrière lui, qui pourraient pleurer sa mort, on engage, moyennant une récompense spéciale, de pauvres créatures pour accompagner le cercueil et pousser des cris de douleur et d'affection. Or il n'est pas douteux qu'une procession, montée avec tout le décor nécessaire, et accompagnée de crieurs loués pour cette besogne, répondrait bien aux désirs exprimés par la « Neue Freie Presse ». Seulement, pour pouvoir le faire, il faut que la paix soit d'abord conclue, que les peuples reprennent leur liberté et que le carnaval revienne avec tout son éclat et toutes ses plaisanteries permises. C'est alors qu'on aura aussi le loisir d'organiser les funérailles dignes de l'Autriche-Hongrie. Et la « Neue Freie Presse », si elle survit à la disparition de l'Autriche, pourra constater que sa plainte a été entendue et que les peuples reconnaissants se sont acquittés de leur dette envers celle qui était toujours leur « mère » et leur « protectrice » !

La proclamation de l'unité yougoslave à Zagreb

Un pas décisif vient d'être fait par les représentants autorisés de tous les partis et de tous les courants serbo-croato-slovènes de l'ancienne — on peut nous passer le mot aujourd'hui — monarchie des Habsbourg. A Zagreb, le Conseil National des Slovènes, Croates et Serbes, formé il y a quelques jours, a pris une décision historique dont nous publions le texte ailleurs et qui marque une nouvelle étape dans la réalisation de notre unité nationale. Au programme national de la libre Serbie, formulé franchement dès le début de la guerre, l'autre partie de la nation serbo-croate et slovène vivant sous la botte austro-magyare n'a pu pendant longtemps donner son consentement et son adhésion ouverts.

L'idée de l'unité nationale avait cependant pénétré bien avant la guerre mondiale les meilleurs esprits de notre peuple à trois noms ; elle vivait dans la littérature, dans les arts, dans l'idéologie politique et culturelle des Serbo-Croates et Slovènes, mais son développement et sa réalisation furent systématiquement entravés par l'Autriche-Hongrie qui y voyait le commencement de la fin de son régime policier. Toute la politique de l'Autriche-Hongrie vis-à-vis du royaume de Serbie avait pour point de départ l'empêchement de l'union des Serbo-Croates et Slovènes. Il serait long de citer ici les nombreux moyens dont la monarchie se servait pour séparer les différents membres de notre famille unique nationale pour pouvoir les tenir tous dans un esclavage impudent. Efforts inutiles, puisqu'il s'agissait d'un peuple conscient de sa nationalité, de sa force et de son droit naturel à la liberté et l'indépendance. Les Serbo-Croates et Slovènes passèrent par un joug cinq fois séculaire, changeant souvent des maîtres nominatifs (Touraniens, Germains) mais conservant intacte et pleine de vie et de foi leur conscience nationale.

Les victoires serbes de 1912 et 13, présage heureux de la délivrance prochaine, retentirent dans les plus petites chaumières yougoslaves. Les cœurs serbes, croates et slovènes vibrèrent d'un seul sentiment, et les exploits glorieux de l'armée serbe à Koumanovo, Bitolj et ailleurs furent célébrées en Bosnie, en Dalmatie, en Croatie, à Ljubljana et partout dans les pays yougo-

slaves presque plus qu'en Serbie même. C'est à Zagreb en effet qu'au milieu des officiers austro-hongrois, le général Grba, commandant du corps, s'inclina avec respect devant la bravoure et l'endurance des soldats serbes qui, après avoir franchi les montagnes albanaises, s'élançèrent vers l'Adriatique pour y baigner leurs chevaux fatigués, aux cris émouvants : la mer, la mer ! L'Autriche s'en émut, elle aussi, mais pour d'autres motifs. Après avoir vainement essayé de paralyser l'essor serbe par l'attaque traîtresse de la Bulgarie, elle prit les armes elle-même et, de connivence avec l'Allemagne, déclara la guerre à la Serbie. Battue en 1914, elle vint à la rescousse en 1915, secourue par l'Allemagne et la Bulgarie, et réussit à envahir la Serbie. Ce succès militaire, remporté surtout grâce à la félonie bulgare, n'eut aucun effet politique. Après la plus terrible catastrophe qu'un peuple ait jamais subi, le peuple serbe et son souverain national ne fléchirent un instant dans leur résolution inébranlable de lutter jusqu'aux derniers souffles. Ils déclarèrent à Londres, en avril 1916, avec la plus grande solennité, que la Serbie combat pour la délivrance de tous ses frères de race et leur réunion en un Etat indépendant, membre honnête et égal de la future Société des Nations.

Les événements ultérieurs se développèrent avec une logique impeccable. Les Serbo-Croates et Slovènes en Autriche-Hongrie devant se taire ceux qui avaient l'occasion de désertir ou de se rendre en profitaient largement pour se rallier à leurs frères de Serbie. Les aspirations nationales de notre peuple subjugué furent présentées au monde entier par le Comité Yougoslave dont les membres échappés à la police autrichienne, pouvaient parler en toute liberté. La révolution russe obligea la Monarchie de monter une comédie du constitutionnalisme et du parlementarisme qui échoua piteusement. A la première séance du parlement de Vienne, le 30 mai 1917, les députés yougoslaves lurent une déclaration disant que les Serbo-Croates et Slovènes réclament l'indépendance. Au mois de juillet de la même année le gouvernement de Serbie et le Comité Yougoslave publièrent la Déclaration de Corfou qui fixait les principes de l'organisation future de l'Etat unitaire serbo-croato-slovène.

Depuis, les événements se précipitaient et conjointement avec la restauration de la Serbie les députés serbo-croates et slovènes refusent de causer même avec les Habsbourg et déclarent attendre que la conférence de la paix leur accorde la pleine satisfaction de leurs aspirations nationales. Ces aspirations, le Conseil national à Zagreb vient de les formuler avec une netteté parfaite : « la réunion de tout peuple des Slovènes, des Croates et des Serbes dans toute l'étendue du territoire dans lequel il vit, sans considération de frontières de province et d'Etat, en un Etat unitaire complètement souverain, établi sur les bases d'une démocratie politique et économique où les injustices et inégalités sociales et économiques seront abolies ».

Qu'il vive, cet Etat unitaire serbo-croate et slovène, érigé sur les sacrifices et les souffrances séculaires de notre peuple martyre ! C'est par ce cri que nous saluons la première œuvre du Conseil National de Zagreb.

L. M.

Le Conseil National des Serbes, Croates et Slovènes qui s'est constitué le 17 octobre, à Zagreb a élu, à l'assemblée des délégués de tous les partis nationaux de Croatie, de Slavonie, avec Fiume, de Dalmatie, de Bosnie, d'Herzégovine, de Trieste, de Carniole, de Goritz, de Styrie et de Carélie, du Banat, de Baranya, du territoire en deçà de Mur et de l'île de Mur, un Comité Central chargé de conduire tout le mouvement yougoslave en Autriche-Hongrie. Le Comité Central s'est également constitué et a élu président le député slovène, Korochetz, et vice-présidents : le Croate Pavélitch et le Serbe Svetozar Pribitchevitch.

Le Conseil National a fait à la presse la communication suivante :

Le Conseil national des Slovènes, des Croates et des Serbes, dans sa séance des 17, 18 et 19 octobre, a annoncé aux Slovènes, Croates et Serbes que dès maintenant il prend en mains la direction de la politique nationale autorisée dans ce but par tous les partis et groupes nationaux. A partir de ce moment, en ce qui concerne les questions nationales en général, aucun parti ou groupe, aucun groupement parlementaire ne suivra une politique particulière quelle qu'elle soit. Dans toutes ces questions, le seul représentant et le facteur décisif du peuple sera le Conseil national, guidé par les grandes idées de la libre disposition nationale et de la démocratie, dont nos peuples étaient déjà complètement pénétrés, avant la guerre, et qui, au cours de la guerre, sont arrivés au faite de la politique nationale.

Les revendications suivantes ont été formulées pour régler nos questions nationales :

1. Nous demandons la réunion de tout notre peuple des Slovènes, des Croates et des Serbes dans toute l'étendue du territoire dans lequel il vit, sans considération de frontières, de provinces et d'Etat, en un Etat unitaire complètement souverain, établi sur les bases d'une démocratie politique et économique où les injustices et inégalités sociales et économiques seront abolies.

2. Nous demandons qu'à la future conférence internationale de la paix, notre peuple soit représenté par ses propres délégués.

M. Pachitch a adressé, par l'intermédiaire de M. Lansing, au président Wilson un télégramme dans lequel il le remercie pour sa réponse donnée à la note austro-hongroise. « réponse qui a été saluée joyeusement par tout le peuple serbe comme reconnaissance définitive de la libération du peuple entier des Serbes, Croates et Slovènes, et de son union dans un Etat démocratique, libre et indépendant ». Cette parole sacrée est la meilleure récompense au peuple serbe pour ses énormes sacrifices et la Serbie sera éternellement reconnaissante au grand peuple américain qui est entré en lutte pour garantir à tous les peuples le droit et la liberté.

Un document historique

Voici le texte de la réponse des Etats-Unis à la note austro-hongroise du 4 octobre, tel qu'il a été transmis par le Département d'Etat par l'intermédiaire du ministre de Suède à Washington au ministre des affaires étrangères de Suède :

Département d'Etat, 18 oct. 1918.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 17 courant par laquelle vous transmettez au président la communication du gouvernement impérial et royal d'Autriche-Hongrie. Le président m'a chargé de vous prier d'avoir l'amabilité de faire parvenir par votre gouvernement la réponse suivante au gouvernement impérial et royal :

Le président estime de son devoir de déclarer au gouvernement austro-hongrois qu'il ne peut pas se rallier à la proposition actuelle de ce gouvernement en raison de certains événements de la plus haute importance qui se sont produits depuis la remise de son adresse du 8 janvier et qui nécessairement ont modifié l'attitude et la responsabilité du gouvernement des Etats-Unis. Parmi les 14 points formulés alors par le président, se trouvaient les suivants :

« Aux peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous désirons sauvegarder la place parmi les nations, devra être donnée au plus tôt la possibilité d'un gouvernement autonome. »

Depuis que cette phrase a été écrite et prononcée devant le congrès des Etats-Unis, le gouvernement des Etats-Unis a reconnu que l'état de belligérance existe entre les Tchéco-Slovaques et les empires allemand et austro-hongrois et que le conseil national tchéco-slovaque est de facto un gouvernement belligérant, investi de l'autorité régulière pour diriger les affaires politiques et militaires tchéco-slovaques. Il a aussi reconnu de la façon la plus complète la justice des aspirations nationales des Yougoslaves à la liberté.

En conséquence, le président n'est désormais plus libre d'accepter une simple « autonomie » de ces populations comme base de paix, mais il est obligé d'insister pour que ces populations, et non pas lui, soient juges du genre de ligne de conduite de la part du gouvernement austro-hongrois, qui sera de nature à répondre à leurs aspirations et à la conception de leurs droits et de leurs destinées comme membres de la famille des Nations.

Recevez, Monsieur, la nouvelle assurance de notre plus haute considération.

Robert LANSING.

Le gouvernement serbe et le manifeste de Corfou

— Une déclaration solennelle de M. Pachitch —

M. Pachitch, président du Conseil, a fait à un représentant de l'Agence Reuter les déclarations suivantes :

« Le gouvernement serbe est décidé à rester sur le terrain de la Déclaration de Corfou. Il n'a jamais poursuivi et il n'entend poursuivre une politique impérialiste, parce que le peuple démocratique serbe a tout risqué pour obtenir sa délivrance de l'impérialisme austro-hongrois. Le peuple

serbe ne désirera jamais acquérir une situation prédominante dans le futur royaume serbo-croato-slovène.

« Je déclare solennellement que la Serbie considère de son devoir national de libérer les Serbes, Croates et Slovènes. Lorsqu'ils seront libres, ils auront le droit de libre disposition, c'est-à-dire le droit de déclarer eux-mêmes s'ils désirent s'unir à la Serbie sur la base de la Déclaration de Corfou ou s'ils veulent constituer des petits Etats comme dans le passé lointain. Non seulement nous ne voulons pas poursuivre une politique impérialiste, mais nous ne désirons en aucune façon limiter le droit de libre disposition des Croates et Slovènes, ni insister sur la Déclaration de Corfou si cela va contre leurs désirs ».

Le « Times » du 17 octobre, dans un remarquable article de fond, consacré à la libération de la Belgique et de la Serbie, célèbre les exploits de l'armée serbe. « Dans toute l'histoire de ces opérations balkaniques, écrit le « Times », rien n'est si remarquable que la poussée rapide des Serbes vers le nord, qui d'une façon surprenante sont en train de reconquérir leur patrie. Ils ont parcouru de longues distances, et ils ont besoin de secours nouveaux maintenant que la délivrance de Kragouévats et de Belgrade devient possible. En tout cas il faudrait faire tous les efforts pour leur envoyer, sans délai, ces unités yougoslaves, d'Italie et d'autre part, qui aspirent à lutter avec eux contre l'Autriche, leur ennemi commun. »

La suggestion du « Times » correspond exactement à notre point de vue exposé dans « La Serbie ». Les fautes commises dans la question de l'enrôlement des volontaires yougoslaves en Italie et ailleurs sont encore à réparer si l'on y met toute la bonne volonté désirée.

Les aveux du comte Karolyi sur l'origine de la guerre

Dans la séance de la Délégation hongroise du 15 octobre, le comte Michel Carolyi a constaté que c'est l'Autriche-Hongrie qui a provoqué la guerre. « La guerre », a déclaré le comte Carolyi, c'est notre gouvernement commun qui l'a provoquée par son ultimatum qu'un Etat jaloux de son indépendance ne pouvait pas accepter. La littérature de guerre l'a démontré d'une façon indubitable. »

Zoltan Vermes (interrompant) : « On a assassiné l'archiduc ! »

Le comte Carolyi (continuant) : « Je veux expliquer si la guerre en réalité a été la conséquence de l'attentat de Sarajevo. Notre ministère des affaires étrangères affirme qu'il avait entrepris sa démarche indépendamment et à l'insu de l'Allemagne. Cela devait prouver que nous n'avons pas prémédité la guerre. Cependant j'ai appris de M. Muehlon, ex-directeur des usines Krupp, que les diplomates autrichiens avaient préparé le texte de l'ultimatum en présence de l'empereur allemand qui aurait déclaré qu'il allait montrer au monde qu'il n'était pas un mannequin et qu'il allait effrayer le monde entier. Von Jagow n'aurait pas pris part à ces pourparlers afin de pouvoir s'en prévaloir plus tard et prouver ainsi que l'Allemagne n'avait eu aucune part dans la rédaction de l'ultimatum. Du reste,

déjà en 1913, la monarchie avait demandé à l'Italie si elle envisagerait comme un casus foederis l'éventualité d'une guerre contre la Serbie, ce qui signifiait également la prévision d'une campagne contre la Serbie.

En 1914, on aurait pu sauver la situation si on avait accepté les propositions de l'Angleterre de mettre fin à l'amiable au conflit. On repoussa la proposition britannique tendant à l'occupation de Belgrade et à soumettre toute la question balkanique à une conférence européenne. C'est là une preuve décisive que nous voulions la guerre. »

Le témoignage du comte Carolyi complète les documents antérieurs sur la préméditation austro-allemande. Il est bon de l'enregistrer pour que la question de la culpabilité soit tout à fait éclairée.

Le comte Tisza lâche l'Allemagne

Le comte Tisza a déclaré, le 17 octobre, dans son discours au parlement hongrois, que la Hongrie est prête à abandonner l'alliance avec l'Allemagne. « Le fait que nous acceptons les 14 points du programme Wilson, nous dispense de toute nécessité d'alliance avec l'Empire allemand. Un de ces 14 points prévoit la constitution d'une ligue de nations qui rend inutile notre alliance avec l'Allemagne. L'essentiel pour la Hongrie, a conclu le comte Tisza, c'est d'obtenir l'intégrité territoriale de l'Etat hongrois. »

C'est le prix auquel la Hongrie, imitant la Bulgarie, serait disposée à lâcher l'Allemagne. Il est inutile d'ajouter que l'offre magyare n'a aucune chance de succès, le programme de Wilson excluant d'avance tout marchandage avec les peuples. Le comte Tisza et son éminent émissaire en Suisse, le comte Andrássy en auront bientôt toute la certitude désirée.

Il n'est pas cependant sans intérêt de rappeler les reproches amers adressés par la « Neue Freie Presse » (du 18 octobre, édition du soir) au comte Tisza à cause de son attitude actuelle qualifiée par le journal viennois de politique dangereuse. « Le comte Tisza pourrait se rappeler un jour des vers d'Ovide sur l'abandon dans les temps nuageux. Une fuite précipitée du passé pourrait être très préjudiciable. »

Les coupables commencent à se brouiller et à vouloir mutuellement se quitter. C'est d'un bon augure pour les peuples victimes de la domination germano-magyare.

La manœuvre bulgare

M. Alexis François vient de publier dans la « Semaine Littéraire » du 12 octobre, un article fort judicieux sur les manœuvres bulgares au lendemain de la capitulation.

Le pire, écrit M. François, c'est que ce petit jeu pourrait, sinon complètement aboutir, du moins procurer quelques bénéfices. Peut-être les Bulgares ont-ils raison en ne désespérant pas de faire avaler à l'opinion civilisée quelque grosse iniquité finale. Peut-être, chose horrible à dire, arriveront-ils quand même à souiller quelque peu la paix de justice et de loyauté que doit réaliser la dure victoire de l'Entente et que paye à cette heure le sang des milliers de braves gens qui jonchent les talus meurtriers de la ligne Hindenburg !

Les Bulgares vaincus restent, par leurs ambitions l'un des grands dangers moraux de la future Société des Nations basée sur la confiance et l'équité. Cela seul devrait suffire à inquiéter le public et une diplomatie qui, pour le moment, restait encore sous l'agréable impression de leur défaite militaire.

Mais il y a plus. Après tout, peu importe en soi, n'est-il pas vrai ? que la Bulgarie sorte de la guerre châtiée ou récompensée. Nous ne demandons pas, nous non plus, la peau du peuple bulgare pour le plaisir de la clouer à notre porte de neutre. S'il ne s'agissait que de cela, je n'aurais point pris la plume, et pour cause.

Ce qui importe en revanche, et grandement, c'est que la Serbie, sorte étendue, fortifiée, rassurée

FEUILLETON

LA SERBIE

Conférence faite à la Sorbonne

par P. POPOVIC

(Suite et fin)

Ces souffrances — et c'est la conclusion que je voulais faire — et ces guerres horribles ont rapproché notre peuple hors du royaume de la Serbie. Ce pauvre peuple qui, comme nous l'avions vu, avait pleine foi en Serbie, en avait un doute pourtant avant la première guerre balkanique. « La Serbie est notre Piémont, sans doute — se disaient-ils — mais est-ce que son armée est capable de remplir sa mission libératrice ? » Il est vrai aussi que depuis vingt-sept ans la Serbie n'avait point de guerre, et que sa dernière guerre, celle de 1885, fut malheureuse.

Mais quelle explosion de joie lorsque les premières victoires ont été annoncées ! On s'enthousiasmait, on s'em brassait, on sautait sur les tables des cafés pour faire des louanges à l'armée serbe, on en célébrait les victoires, et partout, à Sarajevo, à Raguse, à Zagreb, à Ljubljana. La police autrichienne faisait le sien, mais qu'importe la police !

La guerre serbo-bulgare vint, et les victoires serbes furent saluées encore plus frénétiquement, et si quelque officier serbe cherchait quelque beau paysage en Dalmatie pour guérir ses blessures et recouvrir sa santé, il était l'objet de toutes les ovations possibles.

Les victoires de 1914 sur l'armée autrichienne ne pou-

vaient être célébrées de la même façon, et pour cause, mais alors advint quelque chose de plus remarquable. Les émigrés yougoslaves, se trouvant hors des frontières de l'Autriche-Hongrie au moment de l'ouverture des hostilités, s'organisèrent partout, à Rome, à Genève, à Paris, à Londres, à Petrograd, et, le Comité Yougoslave en tête, ils firent adhésion à la cause de la Serbie. Dans des déclarations nettes et formelles, ils firent voir leur programme sacré, qui consiste en une union de tous les pays yougoslaves en un Etat indivisible avec la Serbie et le Monténégro. Et tout ce qu'il y a de colonies yougoslaves en Amérique adoptèrent ce programme, et les meetings de Chicago, de New-York et de toute autre ville où notre peuple peut s'exprimer librement, donnèrent des résolutions qui demandaient l'union politique du peuple yougoslave entier. Le peuple yougoslave, cependant, qui resta en Autriche, ne peut pas exprimer de pareils souhaits, mais il est clair qu'il les porte dans son cœur. Et il endure toutes les souffrances de la part du gouvernement autrichien. Il est pillé, fusillé, pendu et forcé de se battre au premier rang contre ses frères. Ses souffrances ne sont pas moindres que celles du peuple en Serbie. Et cette communion des souffrances, plus que toute autre chose, a fait l'union morale de tous les Yougoslaves. Et quelque grande que soient leurs souffrances, plus grand encore est le sentiment d'une juste et pardonnable vengeance. Et c'est pourquoi, tout le long du territoire yougoslave, de Timok à l'Adriatique et de Trieste à Salonique, de toutes les lèvres de notre peuple martyr et crucifié, on peut entendre les versets du terrible et sublime psaume biblique : « Dieu de vengeance, ô Seigneur, montre-toi ! »

Sans doute, notre âme chrétienne corrige ce qu'il y a

de barbare dans ce poème antique, et qui dit : « vengeance » dit : « justice châtiante le crime ». Car le crime doit être châtié et on ne peut pas laisser impunément l'Allemagne qui a déchaîné cette guerre terrible, poussée par une folie d'orgueil et par l'envie de tyranniser le monde. Et la justice doit venir, d'abord parce qu'il y a la justice dans ce monde, et puis parce que c'est vous, les Français, qui luttez pour elle. Nous autres Serbes qui, ainsi que vous avez vu, étions vos élèves en lettres, en sciences, en art militaire, en tout, nous avons l'honneur — et pour la première fois dans notre histoire — d'être aussi vos compagnons d'armes, et nous sommes fiers de lutter pour les mêmes nobles idéals pour lesquels vous luttez.

Lorsque cette justice viendra, elle viendra aussi pour nous, nous l'espérons, et l'union de l'entier peuple yougoslave ne sera plus un rêve, mais la réalité. Et alors, unis, c'est-à-dire plus forts, nous pourrions déployer plus de force pour servir les hauts idéals de la civilisation, et travailler pour ce qu'il y a de plus noble et de plus digne d'estime dans la vie humaine. Et si Dieu le veut, nous servirons ces idéals toujours sous l'influence féconde de la France, et toujours sous son égide bienveillante, de laquelle nous sommes si reconnaissants.

Certes, il n'y aura point de remède aux pertes que nous avons eues et aux souffrances que nous avons endurées, mais nous en aurons du moins — je ne dis pas la récompense mais la consolation. Et ainsi que le dit le poète, « sur les tombeaux de tant de victimes vont éclore les fleurs pour la génération à venir ».

de la présente guerre, car nous y avons tous un intérêt capital. La Serbie, sachons déjà le reconnaître, sera l'un des éléments essentiels de la paix future, en même temps qu'elle sera l'un des éléments essentiels de la régénération de l'Europe. Elle le sera dans la mesure où elle remplacera l'Autriche. En cela, on peut dire doré et déjà que son rôle dépassera de beaucoup celui de l'Italie qui n'a pu, à elle seule, supprimer l'empire bicéphale.

S'il est vrai que la guerre actuelle est une lutte gigantesque entre deux systèmes de civilisation, entre deux esprits, l'un qui opprime et l'autre qui libère, s'il est certain, comme on le voit chaque jour davantage, que l'ancien système est une chaîne continue d'alliances ou de complaisances qui va de Potsdam au Vatican, en passant par la Hofburg, il faut admettre que l'importance des petites nations démocratiques s'accroît en raison directe des efforts qu'elles peuvent faire pour empêcher les anneaux rompus de se ressouder. La Suisse, à ce point de vue, peut avoir un grand rôle, au centre de l'Europe, le jour où elle renoncera à sa neutralité; la Belgique à l'ouest, la Bohême à l'est, mais, pour ce qui est du midi, aucune nation, sur ce point, ne saurait le disputer à la Serbie, parce qu'aucune nation n'est mieux préparée, ni mieux placée qu'elle.

Envisagée de la sorte, la Serbie complétée de la Macédoine et des provinces yougoslaves, devient une nécessité de premier ordre. Il faut bien qu'on s'en rende compte: tout ce qui se fera demain pour fortifier ou affaiblir la Serbie, se fera pour ou contre la Société des Nations.

Il n'est donc pas possible de considérer le problème serbe ou le problème bulgare comme des problèmes limités à leur objet. De même que le problème belge ou le problème alsacien-lorrain, ils embrassent toute la question. Reculer sur un point, serait livrer l'ensemble de la forteresse construite sur les ruines de l'autocratie militaire, diplomatique et clérical.

Par sa faute, ou en vertu de sa propre tradition, la Bulgarie a lié son sort à l'ancien système. Ce n'est pas un armistice, ce n'est même pas un traité de paix qui peut la détacher à cette heure de l'Austro-Allemagne. Elle reste enchevêtrée à l'âme de ses alliés d'hier, par les racines de sa foi politique, de même que la Belgique ou la Serbie ne sauraient plus séparer leurs destinées de la grande Révolution démocratique et libérale qui les a fait saigner et vaincre.

Hautes fatalités morales qui valent bien celles que les historiens s'efforcent de découvrir dans les lois économiques! Les négociateurs de demain sauront-ils tenir compte de ces puissances mystérieuses et profondes contre lesquelles doivent infailliblement se briser un jour toutes les forces du mensonge? Nous voulons l'espérer.

ALEXIS FRANÇOIS.

Le « cauchemar » de M. Malinoff

Nous lisons dans le « Temps » du 17 octobre une correspondance très intéressante de son envoyé spécial à Sofia:

« J'ai pu, dit le correspondant du « Temps », interviewer M. Malinoff, président du Conseil de Bulgarie, qu'a m'a déclaré notamment:

« Ce cauchemar est fini. Espérons que c'est pour toujours. Le passé appartient déjà à l'Histoire. Ce qui nous intéresse, c'est l'avenir de notre pays. Nous espérons, nous sommes persuadés que l'Entente comprendra la situation dans laquelle se trouva la Bulgarie en 1915, quand elle décida de s'associer aux Empires Centraux. Il nous reste maintenant, il faut l'avouer, uniquement l'espérance que l'Entente, je ne dis pas nous pardonnera, car ce mot serait trop fort, mais nous excusera. C'est maintenant seulement que nous avons la possibilité de suivre la politique qui fut toujours celle du peuple bulgare.

« Mon cabinet sera remanié dans quelques jours. Je serais heureux d'y comprendre un représentant des agrariens et un représentant des socialistes. Ce sera un cabinet de concentration complète, le parti Radoslavof seul en restant exclu. J'ai examiné la question avec le roi Boris, qui n'y voit aucun obstacle. On pourra dire alors que l'apaisement sera complet à l'intérieur. »

M. Malinoff m'a dit encore qu'il comptait trouver une forte majorité à la Chambre.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec de nombreuses personnalités politiques, dont les déclarations peuvent se résumer ainsi: la Bulgarie fut forcée, par le tsar Ferdinand et M. Radoslavoff, de s'allier aux Empires Centraux, mais le parti Malinoff et la population restèrent « ententophiles ».

On ne peut pas nous reprocher de nourrir des sympathies particulières pour le peuple bulgare. Eh bien, nous avouons franchement que nous n'aurions pas cru les Bulgares capables d'une telle hypocrisie. On devrait en effet écrire tout un livre pour réfuter le tas de mensonges contenus dans les déclarations faites à Sofia au correspondant du « Temps » et publiées par ce dernier journal. Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur le livre remarquable du Dr Kuhne: *Les Bulgares peints par eux-mêmes*, pour voir ce que valent les déclarations actuelles des dirigeants bulgares, qui sont en somme les mêmes qui ont soutenu le roi Ferdinand.

En ce qui concerne M. Malinoff et son « cauchemar », on ne nous en voudra pas de rappeler qu'un mois avant l'offensive alliée le même M. Malinoff se moquait de l'Entente devant un correspondant de la « Vossische Zeitung » et disait qu'il ne comprenait pas sur quoi les Alliés fondaient leurs espoirs de voir la Bulgarie se séparer de l'Allemagne. Et l'« Echo de Bulgarie » du 22 juin, l'organe officiel du gouvernement Malinoff, caractérisait ainsi le nouveau ministère en Bulgarie: « Le ministère présidé par M. Malinoff signifie pour la politique extérieure: fidélité, loyauté, équité; pour la guerre: énergie redoublée et victoire finale ». Nous citons ces faits pour avertir nos amis et alliés d'être plus méfiants et d'accepter avec réserve les déclarations tendancieuses des politiciens bulgares.

Quant à la rédaction du « Temps », elle a déjà publié une sorte de rectification des affirmations bulgares contenues dans la correspondance de son envoyé spécial à Sofia. Il n'est pas inutile cependant de rappeler que trois semaines seulement avant l'offensive alliée, à savoir le 23 août, le même organe officiel de M. Malinoff, l'« Echo de Bulgarie », avait consacré un article de fond spécial à la presse française, plus particulièrement au « Temps », qualifiant d'art perfide sa façon de voir les choses balkaniques, et sa tentative « d'opérer une brèche dans une partie ou dans une autre de la forteresse puissante que constituent les Etats de la Quadruple Alliance ».

On peut juger, d'après ces citations, de la valeur effective des déclarations bulgares!

En ce qui concerne l'excuse et le pardon exigés par M. Malinoff, nous y reviendrons dans notre prochain numéro. Nous parlerons à cette occasion aussi du nouveau cabinet Malinoff et de sa déclaration sur la politique étrangère.

Une réponse à M. Guéchoff

Monsieur Léon Savadjian, directeur de l'Agence balkanique, nous écrit:

L'ancien Président du Conseil bulgare, M. Guéchoff, a bien voulu faire, à la « Tribune de Genève », une communication, où il se déclare partisan de la Confédération Balkanique; à lire cette déclaration, on croirait que M. Guéchoff se réjouit sincèrement de l'orientation nouvelle de la politique bulgare (due à la capitulation du 25 septembre) et que jamais il n'a désiré autre chose que l'adoption d'une politique favorable à l'Entente.

Grâce au remarquable ouvrage du Dr Victor Kuhne « Les Bulgares peints par eux-mêmes », ouvrage que je considère comme la plus importante contribution à la paix future, je puis déclarer que ni M. Guéchoff, ni son parti, ni son organe politique « le Mir » ne partageaient, il y a deux ans, l'avis de M. Guéchoff d'aujourd'hui. En effet, le 14 janvier 1916 M. Guéchoff écrivait sous sa signature:

«...Instrument des destinées mondiales, le peuple bulgare contribue à déterminer le sort prochain du monde entier...» On sait qu'à cette époque les armées allemandes soutenues par les armées bulgares, remportaient des succès considérables sur les armées de l'Entente et qu'en Bulgarie on croyait déjà au triomphe final de la Prusse. Le « Mir » du 3 janvier 1917 dit, entre autres: « Les pleurs de l'Entente sur le sort des petites nations sont une hypocrisie sans pareille... » Le 9 février 1916, le bras droit de M. Guéchoff, le Dr Boris Vazoff, membre du Comité central du parti narodniak, dont M. Guéchoff est le chef, futur ministre dans son cabinet, écrivait sous sa signature, dans l'organe même de M. Guéchoff: « Le peuple bulgare se rapproche étroitement du peuple le plus civilisé et le plus discipliné du monde, le peuple allemand. Cet événement marquera le début d'une ère nouvelle dans notre évolution, une époque qui n'est comparable qu'à la renaissance morale et à l'émancipation politique, car elle embrassera toutes les manifestations de la vie politique et sera d'une importance décisive... » Enfin, en ce qui concerne la Confédération Balkanique, l'organe de M. Guéchoff, le « Mir » du 30 novembre 1916, rendant compte d'une séance au Sobranié a dit que « les socialistes bulgares ne font que répéter la fable anodine de la Confédération Balkanique... » Comment se fait-il que M. Guéchoff considère aujourd'hui comme réalisable ce qui, hier, n'était qu'une fable?... »

Le « principicule » Ferdinand

La presse allemande n'a pas encore exprimé toute sa pensée sur la Bulgarie et son roi. Obéissant à un mot d'ordre d'en haut, elle est extrêmement réservée dans son jugement sur la trahison du peuple allié des Bulgares. Mais cela n'empêche pas quelques journaux aux allures plus indépendantes de critiquer sévèrement l'attitude du roi Ferdinand. Voici ce que la « Gazette de Francfort » du 5 octobre écrit au sujet de l'abdication du « tsar » des Bulgares:

« Le rôle du roi dans tout le drame bulgare a été équivoque et peu clair. Que l'Entente demandât l'abdication du roi Ferdinand on s'y attendait, et on a entendu dans la presse ententista

dés voix disant que la renonciation au trône ne serait pas pour le roi un sacrifice trop lourd pourvu qu'on lui facilite sa décision par certaines garanties concernant sa fortune. Si le caractère du roi Ferdinand est à sous-estimer à un tel degré, nous le laissons de côté pour le moment. Ce n'est pas en héros que le roi Ferdinand descend aujourd'hui de la scène politique, mais c'est accompagné du mépris et de la honte de la part des ennemis bulgares d'hier, et des sentiments de désappointement de la part de ses amis... »

« Le roi Ferdinand avait la satisfaction personnelle d'être salué comme vainqueur à Niche, par l'empereur allemand... Il n'a pas pu cependant empêcher la lassitude générale qui se manifestait en Bulgarie. Peut-être qu'il n'a pas même voulu le faire, parce qu'il est évident aujourd'hui qu'il était devenu, il y a déjà un an et demi, un allié douteux. Il se peut qu'il ait sauvé sa dynastie quoique cela ne puisse pas encore être pris pour certain. Avec une ruse particulière le roi a su se tirer de nombreux embarras. Les grandes idées politiques ne lui étaient pas étrangères, mais pour devenir le chef d'un peuple il lui manquait le courage de prendre des décisions et d'engager sa personne. C'est un principicule (« regulus ») et non pas un prince (« rex ») qui se retire avec le roi Ferdinand dans la vie privée. »

La propagande bulgare

L'Agence d'Athènes nous communique:

« Il semble que certains hommes politiques bulgares ont déclaré que la Bulgarie fit la paix avec les Alliés par sentiment humanitaire pour mettre fin à l'effusion de sang et que le peuple bulgare serait ententophile. Ces déclarations produisent dans les milieux serbes et grecs une véritable hilarité; on relève que ces tardives assurances bulgares ne sont données qu'après la concentration de la majeure partie de l'armée hellénique en Macédoine et après la victoire éclatante des armées alliées d'Orient. De son côté la presse serbe attire l'attention des Alliés sur l'habileté des Bulgares à donner des assurances fourbes. Elle publie des déclarations de Liaptcheff et Malinoff en 1916, se déclarant d'accord avec la politique Radoslavoff et de la volonté du peuple et de l'armée bulgares. »

Une déclaration des femmes britanniques

Le parti des femmes (The Women's Party) en Grande-Bretagne, nous prie de publier la déclaration suivante:

« Les délibérations de la dernière conférence socialiste et labouriste inter-alliée se caractérisèrent par la confusion, l'hésitation et les compromis. Par exemple la conférence n'a pas clairement précisé son attitude envers le régime bolcheviste en Russie, tandis que dans la question d'une conférence à laquelle prendraient part aussi les délégués ennemis, les Américains étaient — et ceci à leur grand honneur — d'une opinion bien différente de celle adoptée par les autres sections de la Conférence.

En ce qui concerne la demande que les ouvriers soient représentés à la conférence de la paix des gouvernements belligérants, et qu'ils tiennent concurrence une conférence internationale ouvrière, le parti des femmes déclare que les sections labouristes et socialistes, de même que les autres parties de la nation, possèdent dans le gouvernement leurs représentants élus constitutionnellement, et par conséquent qu'il ne leur appartient pas un droit plus grand d'avoir une représentation additionnelle à la conférence de la paix. Si toutefois les socialistes et labouristes britanniques réussissent à obtenir la représentation additionnelle demandée, le parti des femmes insistera lui aussi, pour obtenir une représentation particulière à la conférence officielle de la paix. »

Pour protéger les femmes serbes

La Ligue nationale des femmes serbes, représentée par sa vice-présidente M^{me} Voulovitch et son secrétaire M^{me} Losanitch, a adressé à toutes les associations féminines en Europe et en Amérique un appel en faveur des femmes et enfants serbes qui subissent un régime odieux dans la Serbie occupée. Nous publions ici quelques réponses que la Ligue des femmes serbes a reçues et qui sont toutes pleines de sympathie pour le peuple serbe.

* * *

Rockford, le 15 février 1918.

Aux femmes serbes,

Nous, étudiants du Collège de Rockford accusons réception de l'appel que les femmes serbes ont adressé à toutes les sociétés féminines. Cet appel a été lu, à la réunion du 14 février 1918, à laquelle ont assisté tous les étudiants.

Les étudiants ont déclaré leur sympathie aux femmes serbes et ont regretté que leur action a été, à cause des conditions actuelles, si futile. Néanmoins, ils sont reconnaissants pour l'authentique connaissance de la situation, et se sentent poussés à une action plus intense, dans leurs efforts, pour terminer cette guerre.

Mabel-E. LINDOP.

Président of the Student Body of Rockford College, Rockford, Illinois, U. S. A.

Rockford, le 15 février 1918.

Chère Mademoiselle Losanitch.

Je vous envoie une lettre de notre corps universitaire. Nos étudiants ont été profondément remués par l'appel

des femmes serbes daté du 10 octobre 1917 et que nous avons récemment reçu. Je ne sais aucune consolation dans une si terrible affliction si ce n'est la pensée de la personnalité humaine qui est de nature divine et ainsi ne peut pas être détruite. Je ne puis qu'espérer que ces pauvres enfants ne seront pas capables de supporter leurs souffrances et qu'ils seront miséricordieusement délivrés. Comme président du collège de Rockford, je désire vous exprimer notre compassion la plus tendre — à la fois celle de la Faculté et des étudiants au sujet de tout ce que vos compatriotes ont enduré.

Très sincèrement votre

Julia-H. GULLVER.

Bloomington, Indiana.

Monsieur Woodrow Wilson,

Président des Etats-Unis.

Washington D. C.

Monsieur le Président

Le club féminin de l'Université d'Indiana, horrifié par les procédés criminels employés contre les femmes et les jeunes filles serbes et auxquels les Allemands, les Austro-Hongrois, les Bulgares et les Turcs ont pris part et par l'enlèvement de jeunes filles serbes arrachées à leur mère — jeunes filles âgées quelquefois de 10 ans seulement — remises aux Turcs pour être enfermées dans les harems de Constantinople, proteste contre ces procédés effrayants et en appelle à vous comme chef suprême pour apporter un secours à ce peuple torturé.

Respectueusement votre

Marie-D. ANDREWS.

Secrétaire du Faculty Women's Club.

Gjaevran, Stenkjaer, le 22 février 1917.

A la Ligue des Femmes Serbes.

Mesdames Milka Sv. Voulovitch Vice-Présidente et Dr Draga Ljotchitch,

Genève.

Notre Association L. K. S. F. a reçu votre lettre du 10 novembre 1916, dans laquelle vous avez fait connaître à notre association la situation triste des femmes serbes; qu'on les déporte et qu'on les interne.

C'est avec la plus profonde sympathie que nous avons lu votre lettre et les deux numéros de « La Serbie » avec ses tristes informations. Est-il possible que nous soyons tombés aux temps de l'esclavage? Notre « civilisation », n'est-elle qu'une illusion? Les hommes ne sont-ils que des bêtes féroces, avec un vernis mince d'humanité, qui s'écaille facilement? Ces questions et un grand nombre de réflexions tristes et désespérées se présentent à la lecture de votre lettre.

Landskvindestemmeretsforeningen, dans une réunion, a discuté votre lettre et a résolu d'envoyer une copie de la même à notre ministre des affaires étrangères et aussi une copie de votre lettre à Mrs. C. C. Catt, présidente de l'Alliance Internationale pour le suffrage des femmes et de demander de s'adresser au Président Wilson, concernant cette affaire.

Nous avons l'espérance que le soleil de la paix percera bientôt les nuages obscurs de la guerre, pour soulager la race humaine souffrante, et que la solidarité féminine internationale après la guerre, sera assez forte pour empêcher qu'une catastrophe comme cette guerre ne se fasse répéter dans l'avenir.

Pour la Landskvindestemmeretsforeningen, membre auxiliaire de l'Alliance Internationale pour le suffrage des femmes,

Fr. U. F. M. AVAM, présidente.

LE MÉMOIRE

DES

représentants de la Bosnie-Herzégovine

La censure austro-magyare avait interdit la publication du mémoire présenté à Tisza, lors de son voyage à Sarajevo, par les représentants autorisés du peuple serbo-croate de Bosnie-Herzégovine. Sur la protestation des députés slaves, on a levé l'interdiction et le mémoire a été reproduit par la presse yougoslave. Voici son texte complet :

Très honoré Monsieur,

Après l'entente préalable nous prenons la liberté de vous remettre la déclaration suivante :

Avant la guerre nous avions au moins un ombre d'indépendance, et la petite part que l'on nous accordait dans l'administration du pays, a commencé à rapprocher le peuple de l'Etat.

La guerre est venue. Elle a été chez nous non seulement une lutte d'Etat contre l'Etat, mais une lutte horrible de l'Etat contre ses propres sujets. Tous les Serbes orthodoxes, qui forment la majorité relative de nos concitoyens, ont été en butte aux persécutions les plus terribles. Il semblait que tout Serbe orthodoxe était considéré comme un criminel. Aux Serbes de la Monarchie fut d'avance déclaré la guerre par de terribles pogroms organisés sous la protection des autorités. Au début de la guerre plusieurs milliers de Serbes ont été arrêtés et jetés dans les prisons et les casernes sans aucune enquête judiciaire ou administrative et sans jugement. A la suite de mauvais et inhumains traitements, un nombre important de ces malheureux sont tombés malades et ont succombé à leurs souffrances. Dans chaque village, dans chaque bourg, on a pris un grand nombre d'otages; c'est là une institution qui n'est connue dans le droit d'aucun Etat civilisé de notre siècle. D'après cette institution, les citoyens sont arrêtés dans leur propre Etat et livrés aux soldats, à qui est conféré le droit de les mettre à mort dès que n'importe quoi semble menacer les intérêts de l'armée ou la sécurité des ponts et des chemins de fer. D'après cet état de choses les citoyens risquaient de payer de leur tête des actes commis par autrui, et qui étaient souvent le fait d'une vengeance personnelle... Beaucoup d'entre eux ont été tués quoique innocents et beaucoup sans raison aucune.

Cela constitue une atteinte aux droits primordiaux de l'homme.

Ensuite sont venues les poursuites pénales devant les tribunaux militaires et civils. Nous devons insister sur le fait que cette justice usait d'une sévérité exagérée non seulement quant à la peine mais aussi quant à la qualification du délit. On condamnait à mort dans des cas où la loi ne le prévoyait pas. Comme cas particulier et caractéristique, citons seulement ce fait : un député, professeur retraité, père de six enfants, a été privé de sa pension de retraite et condamné au cachot — bien que jouissant de l'immunité parlementaire — pour les raisons suivantes : 1) Etre resté assis dans la séance du Sabor, pendant que le président remerciait, au nom du roi, ceux qui l'avaient félicité de sa guérison; 2) Pour n'être pas venu en tenue de cérémonie à la séance de deuil à l'occasion de la mort du prince héritier.

En outre des persécutions judiciaires et des jugements, beaucoup de nos Serbes ont été tués, brûlés ou pendus sans instruction judiciaire, non seulement des hommes, mais aussi des femmes et des enfants. Ce sont surtout des bandes de toutes sortes d'individus salariés, créées par le général Potiorek, qui aidèrent l'armée régulière dans cette besogne. Notre peuple a supporté, de la part de ces éléments organisés et commandés, les souffrances les plus terribles.

Malgré les différences confessionnelles, nous sommes les fils d'une même nation, nous sommes le sang d'un même sang. L'idée de l'unité nationale des Croates, Serbes et Slovènes a pénétré dans toutes les couches de la nation. Elle est devenue la foi et le dogme politique de notre être national.

Pour cette raison, les souffrances et les peines que la partie serbe de notre nation unique a dû supporter, ont trouvé partout un écho dans le cœur et dans l'âme des Croates et des Slovènes.

Mais ce ne sont pas seulement les Serbes qui ont souffert à cause du gouvernement de terreur au début de la guerre, et à cause de la dure oppression de l'absolutisme militaire jusqu'à aujourd'hui.

On nous a spoliés des droits que la Constitution nous garantit à tous en Bosnie. Le gouvernement a agi selon son bon plaisir, sans égards pour les désirs et les besoins du peuple. Le peuple est ruiné chez nous par les énormes sacrifices et les souffrances de la guerre. Les cas de mort par la faim ont été des événements courants dans certaines régions de la Bosnie-Herzégovine. Cela ne serait pas arrivé

si le peuple avait pu exercer par son Sabor son influence légitime sur l'administration. Aucun peuple de la Monarchie n'a proportionnellement fourni autant de sang et de victimes que le peuple martyrisé de la Bosnie-Herzégovine. En plus de ces sacrifices sanglants disproportionnés, on a imposé encore à notre peuple, privé de son droit, d'énormes sacrifices matériels. Aucune province de la Monarchie austro-hongroise n'a eu des taux d'impôts aussi élevés, ni des réquisitions militaires aussi nombreuses et aux prix aussi bas que la Bosnie-Herzégovine. Nos propriétaires terriens sont privés des produits de leurs domaines et de leur bétail, moyennant un dédommagement minimal, de sorte que notre situation économique n'est pas seulement arrivée à une crise, mais à la veille d'une ruine désastreuse.

Notre représentation nationale est dissoute, l'autonomie départementale a été suspendue. L'autonomie et l'administration des églises et des écoles communales serbo-orthodoxes, garanties par la loi, ont été supprimées par voie d'ordonnance. La liberté de réunion est complètement abolie. Il ne peut pas être question de la liberté de la presse. On ne permet même pas l'entrée en Bosnie-Herzégovine des journaux censurés par le procureur général de la Monarchie. La liberté de circuler, sans qu'il y ait d'opérations militaires dans le voisinage, est tellement limitée que le voyage le plus court dépend du bon plaisir de la police et de la permission des autorités militaires. Tout voyageur venant de la Monarchie en Bosnie a l'impression encore aujourd'hui, d'arriver dans un pays étranger.

Les condamnés politiques, pour lesquels la loi prescrit un traitement particulier, végètent encore aujourd'hui dans la prison centrale à Zenica avec les condamnés de droit commun et les criminels, enfermés comme des animaux dans des cages de fer, recevant une nourriture misérable et traités, jusque dans les plus infimes détails, avec une sévérité extraordinaire. Il y a longtemps déjà qu'une amnistie générale a été décrétée en Autriche, même pour ceux que les tribunaux ont déclaré coupables d'actes contre l'Etat pendant la guerre. En Hongrie il n'y a pas eu en général des condamnations dans une telle mesure.

Dans toutes les contrées yougoslaves, les biens du peuple ont été détruits par les opérations de guerre, et les endommagés n'ont pas été indemnisés.

Notre Sabor a accepté le projet de loi sur l'introduction de la langue serbo-croate en Bosnie-Herzégovine, la population de la Bosnie et de l'Herzégovine étant exclusivement de nationalité serbo-croate. Non seulement ce projet de loi n'a pas été soumis à la sanction, mais — bien qu'il ait reçu l'avant-sanction — la langue allemande se propage d'une façon extraordinaire par voie d'ordonnances et par la politique dans notre administration, tandis qu'en même temps on chasse de l'administration l'alphabet cyrillique, qui nous est à tous cher et sacré. Ces méthodes sont dues aux têtes des centralistes, qui veulent atteindre leurs buts par l'unité de la langue allemande.

Nous venons d'exposer d'une façon très brève la pénurie, les souffrances, les misères et les humiliations qu'a supportées le peuple en Bosnie-Herzégovine et qu'il supporte encore. Ce n'est qu'un pâle tableau de la situation réelle; seuls des cas particuliers, qui sont en nombre infini s'éclairciraient parfaitement. C'est alors seulement qu'on pourrait comprendre la tragédie de notre vie entière. Le sort malheureux nous a apporté des exécutions, des pendaisons, des incendies, des furies et des morts de faim. (Les trois dernières lignes ont été censurées dans certains journaux yougoslaves.)

Connaissant cette situation et les traitements qu'on nous inflige, tout homme sensé et intelligent comprendra notre état d'esprit, nos sentiments douloureux et de dure souffrance.

Les conditions d'un autre état d'esprit et d'une autre manière d'agir sont celles-ci :

1. Amnistie totale des condamnés politiques;
2. Indemnité pour les dommages causés à tous les innocents qui ont souffert;
3. Ravitaillement assuré;
4. Rétablissement de l'état constitutionnel par la convocation du Sabor dissous, avec des élections nouvelles tout à fait libres;
5. La direction du pays ne peut être confiée qu'aux hommes qui jouissent de la confiance du Sabor.

C'est seulement quand cela sera réalisé qu'on pourra aborder la solution des autres questions par le Sabor.

Toute notre nation des Serbes, Croates et Slovènes a énormément souffert dans

la Monarchie pendant la guerre. Aujourd'hui encore la Dalmatie, la Slovénie, l'Istrie, la Crathie restent privées de leurs représentations provinciales, soumises à l'administration des fonctionnaires étrangers. Ce n'est qu'en Croatie que la forme constitutionnelle est conservée. Mais là-bas aussi on entend à chaque instant des menaces, avec l'épouvantail de l'Etat anti-constitutionnel et du commissariat, et les projets de loi votés à l'unanimité ne peuvent avoir un grand avenir. Cela éveille chez nous les sentiments qui ne peuvent être favorables à l'Etat, les sentiments qui grandiront dans l'ombre et dans les ténèbres de la liberté supprimée.

Nos sentiments sont les mêmes que ceux de tous nos frères de même sang Croates, Serbes et Slovènes, où qu'ils se trouvent (souligné dans l'original). Nous, Serbes, Croates et Slovènes, nous ne sommes pas aujourd'hui égaux en droits avec la nation magyare. Nous sommes aujourd'hui des esclaves, seulement non emprisonnés, portant le titre mensonger de citoyens.

Tant que les conditions précitées ne se réalisent pas, tant que nous serons obligés de vivre dans cet esclavage politique et civique, nous ne sommes pas en état de donner une déclaration. Notre question nationale ne peut être résolue sans la nation; elle ne peut pas être résolue partiellement, mais en entier, et cela sur la base du droit de la libre disposition nationale (souligné dans l'original). Toute autre solution — entre autres la réunion projetée à la Hongrie, directement et sans l'assentiment du peuple — constituerait une violence qui entraînerait les pires conséquences pour la sécurité militaire et la paix extérieure. L'âme meurtrie de notre nation unique des Serbes, Croates et Slovènes, si nous sommes morcelés par la violence et l'injustice, prendra en martyr le chemin du combat pour y être brûlée et périr, ou pour obtenir son unité et sa liberté.

Sarajevo, 20 septembre 1918.

Risto H. Damjanovitch, Mato Bekavac, Pero Todorovitch, Gjuro Djamonja, Jovo Pechut, Gavro Gachitch, Gjorgje Pejanovitch, Dr. Fra Julijan Jelenitch, Fra Karlo Ikitch, Karlo Cankar, Dr. Ljubo Simitch, Gligorije M. Jeftanovitch, Vojislav Sola, Dr. Joso Sunaritch, Pero Stokanovitch, Dr. Jojkitich, Danilo Dimovitch, Fra Ljubo Galitch, Dr. Savo Ljubibratic, Dr. Cabrajitch, Dr. V. Andritch, Vjekoslav Jelavitch, Stjepan Subachitch, Dr. Marko Alaupovitch.

Nouvelles de Serbie

30,000 civils victimes des Bulgares

La « Gazette de Lausanne » du 23 octobre publie le télégramme suivant du professeur Reiss :

Salonique, 21 octobre.

Je vous télégraphie d'Alexinatz. Plus nous avançons plus nous découvrons de crimes bulgares. Le nombre des victimes civiles dans les régions visitées par moi en Vieille-Serbie, est d'environ trente mille.

Le nombre des victimes de l'oppression systématique est énorme. Les correspondances expédiées par l'entremise de la Croix-Rouge furent publiquement brûlées et les destinataires de ces correspondances punis.

R.-A. REISS.

La politique en Autriche-Hongrie

L'action de la coalition serbo-croate

L'organe de la coalition, « Hrvatska Rijetch » de Zagreb, du 7 octobre, publie un important article de tête dont nous citons ce qui suit :

« La coalition serbo-croate motivait la tactique qu'elle a suivie jusqu'à présent par la nécessité de conserver la force de la nation et de l'augmenter si possible pour le moment où se décidera définitivement et d'une façon certaine notre sort national. Mais la coalition précisait toujours qu'on ne doit pas laisser passer ce moment fatal, qu'à cette heure-là le peuple doit se montrer sans aucune réserve et consacrer toutes ses forces à la réalisation de l'idéal national de libération et d'unification, à la solution complète de sa question nationale. »

Dans la suite le journal mentionne la proposition de paix de l'Autriche-Hongrie qui adopte comme base les 14 points de Wilson du 8 janvier 1917, 4 points du 12 février de cette année et finalement 5 points du 27 septembre de l'année courante. Et la « Hrvatska Rijetch » continue :

« Au moment où l'on offre la paix sur la base du principe de Wilson et où la possibilité n'est pas exclue d'arriver à des négociations d'une paix définitive qui déciderait peut-être pour des siècles de notre sort national, il sera nécessaire de développer la pleine force nationale pour que notre question nationale ne soit pas résolue sans nous et peut-être contre nous. Le quatrième point du message de Wilson

du 12 février dit qu'il faut satisfaire dans la plus large mesure possible toute aspiration nationale clairement exprimée. Il ne doit pas arriver qu'on dise que notre nation n'a pas exposé clairement ses aspirations, qu'elle s'est désintéressée à l'heure la plus fatale de l'histoire et que pour cela on n'a pas tenu compte d'elle.

L'heure est arrivée où le besoin de l'action nationale ne peut être ajourné.

La force nationale a été conservée et augmentée pour pouvoir être employée et développée au moment décisif de l'histoire. Quand nous avons parlé de ce moment cela n'a pas été une parole vide, mais une parole d'un sens profond. Autrement, si nous restions passifs dans ce moment-ci, si nous ne montrions pas l'intérêt qui correspond à la gravité de la situation, on pourrait prendre le point de vue des facteurs officiels pour notre point de vue national et leur interprétation du principe de Wilson pour notre interprétation. Les Magyars sont une nation privilégiée; le ministre des Affaires Etrangères est Magyar; l'offre de paix a été rédigée et présentée d'accord avec les chefs de leurs partis politiques, et cependant ils n'ont pas confiance dans leurs facteurs officiels et demandent aujourd'hui à avoir leurs délégués au congrès de paix éventuel. Combien donc il est nécessaire que nous autres, délaissés, humiliés et opprimés, nous unissions nos cœurs, nous rassemblions nos forces et nous agissions de manière à faire triompher, dans la solution de notre problème national, le point de vue qui exprime la volonté indubitable et véritable de notre nation à trois noms, ses aspirations pour l'avenir, et de manière à résoudre le problème national dans toute son intégrité, et non partiellement d'après les intérêts étrangers. »

Cet article attesté que la coalition serbo-croate, au pouvoir en Croatie, est sortie de sa réserve et qu'elle se met à la tête du mouvement national en Croatie-Slavonie.

Le « Pester Lloyd » du 8 octobre annonce de Zagreb :

La coalition serbo-croate a publié aujourd'hui le communiqué suivant :

« La coalition serbo-croate considère comme nécessaire au moment actuel la création d'un Conseil National et dans ce but a chargé cinq de ses membres d'entrer en pourparlers avec les autres partis. Ont été choisis dans ce but les députés Dr. Lukinitch, vice-président du Parlement croate, Dr. Duchan Popovitch, Pribitchevitch, Dr. Ivan Ribar et Vekoslav Wilder. »

Déclarations des députés yougoslaves

Nous reproduisons d'après la « Nouvelle Presse Libre » les fragments des discours que les députés Doulibitch et Benkovitch avaient prononcés au Reichsrat à l'occasion de la discussion sur la déclaration du gouvernement.

Plus que personne, termina Doulibitch dans son discours, les Yougoslaves aspirent à la paix; mais ils détiennent au comté Burian tout droit et toute qualité, pour mener des négociations et conclure la paix au nom des Yougoslaves. Les Yougoslaves veulent être libres de tout gouvernement étranger, ils veulent avoir leur parlement particulier, leur gouvernement national propre et leur Etat à eux, indépendant, souverain, national. (Vifs applaudissements chez les Yougoslaves.)

Puis la « Nouvelle Presse Libre » cite le discours de Benkovitch :

« Le député Benkovitch (Slovène) expose les plaintes contre l'oppression des Yougoslaves. Toutes les offres qu'on fait aujourd'hui aux Yougoslaves sont vaines. Le cri : « Rompons avec Gratz », qui était considéré naguère comme une utopie, représente aujourd'hui un fait indéniable. Il n'existe plus de force au monde qui puisse faire revenir les Slovènes dans la Diète de Gratz. (Approbation chez les Yougoslaves). La victoire du principe de libre disposition n'est pas due à la clairvoyance du gouvernement, ni à la conversion du peuple allemand, mais uniquement aux événements sur les champs de bataille. La question yougoslave ne se décidera pas dans la salle des conférences des nationalités autrichiennes, mais au Congrès de la paix, où elle sera solutionnée en entier. » (Approbations chez les Yougoslaves.)

LES ÉVÉNEMENTS DANS LES BALKANS

Grèce

La collaboration serbo-grecque

On nous télégraphie d'Athènes, à la date du 28 octobre :

« Les milieux serbes expriment leur vive satisfaction pour la participation des forces grecques aux opérations des unités franco-serbes, en vue de la délivrance du territoire serbe envahi, participation qui resserre encore plus par le sang communément versé les liens greco-serbes. Les mêmes milieux révèlent le rôle important que les Grecs ont joué dans la guerre mondiale, d'une part en renversant l'empire Constantin pour avoir trahi la Serbie et pour empêcher la coopération de la Grèce avec l'Allemagne qui deviendrait alors maîtresse de tout l'Orient et d'autre part en organisant après l'expulsion du roi traître et en concentrant la plus grande partie de leur armée, qui permit le déclenchement de l'offensive de septembre dont le résultat fut si heureux. »